

Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 30 (1958)

Heft: 5

Artikel: Pour dissiper l'incompréhension entre ville et campagne, des affirmations vagues et moralisatrices vont à fin contraire

Autor: Dubois, Jacques

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-124762>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

POUR DISSIPER L'INCOMPRÉHENSION

entre ville et campagne, des affirmations vagues et moralisatrices vont à fin contraire

Si, parmi les organisations du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, il en est une qui jusqu'à ce jour a montré de la compréhension pour l'agriculture, c'est bien les Groupements patronaux vaudois. Maintes fois, leur service d'information a su exposer de façon lucide et courageuse les problèmes agricoles. Aussi nous étonnons-nous de voir paraître, dans le bulletin de celui-ci, un article rédigé de façon vraiment peu heureuse et intitulé «Ville-campagne – Nécessité d'une information réciproque», paru le 28 janvier 1958.

Constatant qu'il y a entre la ville et la campagne une méconnaissance de la situation réelle des uns et des autres, l'auteur de cet article estime qu'un effort d'information est nécessaire pour rétablir la sérénité dans les rapports entre ces deux parties solidaires de la population.

Faisant état des constatations de personnes qui ont également affaire avec les agriculteurs et avec les citadins, il déclare que les paysans croient trop volontiers qu'ils sont seuls à devoir travailler dur pour vivre et que tous les non-paysans se liguent pour leur refuser le juste prix de leurs produits. Etant l'une de ces personnes, nous ne pouvons nous inscrire absolument en faux contre une telle affirmation. Nous avons maintes fois écrit que chacun, aussi bien à la campagne qu'à la ville, tend à surfaire ses propres difficultés et à minimiser celles d'autrui. Le paysan échappe d'autant moins à ce comportement qu'étant isolé dans son village et tenu à l'écart de l'intense vie des villes, il a l'impression que l'on en vient de plus en plus à se passer de lui. Mais c'est pourquoi, si l'on veut gagner sa confiance, il faut user d'arguments qui ne semblent pas faire trop bon marché de ses difficultés. Ça n'est malheureusement pas le cas de plusieurs d'entre ceux auxquels recourt le collaborateur du Service d'information des Groupements patronaux vaudois.

Tout d'abord, après avoir concédé que les augmentations de prix des produits agricoles provoquent des réactions plus vives que les hausses d'autres marchandises, supportées sans sourciller, et que certains prix, tel celui du lait, bénéficient d'une relative stabilité malgré des hausses périodiques, il se plaint de ce que d'autres, tels ceux des légumes, ne cessent d'augmenter, au point de faire de ceux-ci une denrée de luxe. Il est inexact de déclarer qu'il s'agit là d'une hausse continue. S'il est vrai que, depuis deux ans, les légumes ont fortement renchéri à cause de leur raréfaction due aux dégâts des gels et intempéries, ils baisseront inévitablement, et dans une forte mesure, aussitôt que leur production sera redevenue normale. Plutôt donc que de vouloir expliquer aux paysans que le citadin est fondé à se plaindre de semblables hausses, il conviendrait de montrer au citadin que le paysan s'en passerait bien, car elles ne suffisent pas, et de loin, à compenser pour lui le déficit quantitatif des récoltes. L'an passé, la récolte des fruits, par exemple, n'atteignit que le 15% d'une récolte normale, et, même si l'on en avait doublé les prix, on ne serait parvenu à combler qu'en partie une telle perte.

«La rentabilité de l'agriculture, peut-on lire encore dans cet article, n'est pas si mauvaise, puisque de nombreux paysans parviennent en une génération à augmenter leur patrimoine dans une proportion appréciable, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des citadins.»

Que voilà un propos inopportun à l'heure actuelle, où l'industrie et le commerce viennent de traverser une période de haute conjoncture exceptionnelle! En 1956, on a taxé de jérémiades les plaintes des dirigeants agricoles sur la situation devenue intenable de l'agriculture, et on leur a refusé les augmentations des prix du lait et du bétail de boucherie qu'ils réclamaient. Or, un an plus tard, le Bureau fédéral de sta-

tistiques devait constater que, cette année-là, alors que le revenu national s'était accru d'un milliard et demi, soit du 6,2%, celui de l'agriculture avait subi un recul de deux cents millions, soit du 14,8%.

Il est vrai que l'année 1957 a permis aux exploitations dans lesquelles l'arboriculture et la viticulture ne tiennent pas une trop grande place de compenser dans une certaine mesure de si fâcheux résultats. Nous ne nions pas d'autre part que, dans les régions agricoles privilégiées de notre pays, bon nombre de familles paysannes ont pu améliorer leur situation. N'oublions cependant pas que c'est au prix de semaines de quatre-vingts à quatre-vingt-dix heures de travail qu'elles y sont parvenues. Quoi qu'en pense le collaborateur des Groupements patronaux vaudois, il est peu de citadins, avec la semaine de quarante-huit heures, qui doivent travailler autant pour vivre. D'autre part, les conditions dans lesquelles doivent être conduites les exploitations les plus privilégiées se détériorent sans cesse: la main-d'œuvre agricole se raréfie constamment et devient toujours plus chère; le sol cultivable, de même.

Enfin, l'auteur de cet article trouve qu'il faudrait que la généralité des paysans prenne davantage conscience des nécessités de l'organisation des marchés, car il n'est pas possible, dit-il, de produire sans se soucier de l'écoulement. Voilà encore un propos qui n'est certes pas entièrement dénué de fondement, mais qui est beaucoup trop peu précis pour convaincre un agriculteur et ne pas lui donner l'impression qu'on cherche à rejeter sur lui toute la responsabilité des difficultés de l'agriculture. Certes, en plus d'un cas, les producteurs pourraient faire davantage pour adapter leur production aux besoins du marché et aux vœux du consommateur, tant sous le rapport de la qualité que sous celui des quantités produites. Mais, depuis la guerre surtout, un gros effort est accompli par les organisations agricoles pour parvenir à toujours mieux réaliser cette adaptation. Il n'en demeure pas moins que l'agriculture n'est pas libre de l'effectuer comme bon lui semble. Il faut prendre garde à la surproduction laitière, lui dit-on notamment. Fort bien, mais va-t-on pour cela sacrifier toute une partie de la récolte fourragère, si celle-ci a été abondante, alors qu'elle pourrait faire défaut plus tard? Une telle façon d'agir apparaîtrait d'autant plus ridicule que l'on ne cesse d'autre part de recommander à nos paysans d'accroître la productivité de leur travail.

«Les citadins, constate encore l'article en question, sont beaucoup mieux disposés à l'égard des paysans que ceux-ci ne se l'imaginent.» C'est incontestable, du moins en ce qui concerne la Suisse romande, et nous ne cessons pour notre part de le dire aux milieux agricoles, chaque fois que l'occasion s'en présente. Rappelons cependant ici ce qui a pu donner à ces derniers l'impression du contraire. Ce fut la très vive campagne menée l'an passé contre la hausse des prix agricoles par la Communauté des salariés et consommateurs et par l'Union syndicale suisse. Tout au long de cette campagne, on a prodigué à nos paysans des reproches et des conseils aussi vagues et aussi moralisateurs que ceux incriminés ci-dessus, et l'homme de la terre a eu l'impression que l'on recherchait surtout de la sorte des prétextes pour se dispenser de mieux payer ses produits. Voilà pourquoi, si l'on veut gagner sa confiance et dissiper ainsi l'incompréhension existant entre ville et campagne, on ne doit jamais perdre de vue que les affirmations vagues et moralisatrices, d'où qu'elles viennent, vont à fin contraire.

Jacques Dubois.